REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2026, Vol. 11, N°1

Association Internationale
des Economistes de Langue Française

avec la collaboration de

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION DE POZNAŃ

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań

UNIVERSIDAD BERNARDO O'HIGGINS

L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (Krzysztof Malaga) 5

Katarzyna FILIPOWICZ, Tomasz TOKARSKI
Armement, accumulation de capital et croissance économique (analyse basée sur un modèle de croissance multiproduits) 11

Samia AL KAAKOUR
L'intelligence artificielle et secteur des services dans les pays de l'OCDE 43

Kossi AYENAGBO
Ouverture commerciale, gouvernance et productivité industrielle dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) 69

Arnaud G. M. DEDEHOUANOU
Effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire dans l' UEMOA 93

Moustapha ALADJI
Relâcher le trilemme territorial : La responsabilité territoriale des entreprises comme levier de capabilités dans les régions ultrapériphériques 121

Helena GASPARS-WIELOCH, Kacper ZIELAK
Comment effectuer l'analyse comparative des unités d'administration locale en termes de la croissance durable – cas de la Pologne 149

Jean-Philippe NASHA BOLINGO, Man David KIALA T'SINDA
Qualité des dépenses publiques en République Démocratique du Congo : Construction d'un indice composite de résultats, mesure d'efficience par frontières stochastiques et analyse d'équité infranationale (2020–2025) 171

Mamaye THIONGANE
Protégées par le savoir et autonomisées par le travail ? : Éducation, emploi et exposition à la violence conjugale au Sénégal 193

AVANT-PROPOS

C'est avec un réel plaisir que nous présentons à nos lecteurs le numéro 1/2026 de la RIELF. Il contient huit articles rédigés par 11 auteurs issus de 8 pays : Bénin, Chili, France, Liban, Pologne, République Démocratique du Congo, Sénégal et Togo.

Katarzyna FILIPOWICZ et Tomasz TOKARSKI dans l'article *Armement, accumulation de capital et croissance économique (analyse basée sur un modèle de croissance multiproduits)* vise à analyser l'allocation optimale des facteurs de production entre les secteurs de production de biens et services de consommation, d'investissement et militaires, dans le cadre des modèles néoclassiques de croissance économique axés sur l'offre, et à identifier les principes fondamentaux de l'accumulation du capital et des armements. Le modèle proposé combine le modèle de croissance à deux secteurs d'Uzawa, le modèle multicapital de Nonneman–Vanhoudt et l'approche intégrant le secteur militaire proposée par Filipowicz et al. (2025). Il suppose que l'économie produit un nombre fini de biens et services de consommation, d'investissement et militaires. Les processus de production de ces biens et services sont décrits par des fonctions de production Cobb–Douglas étendues. La stabilité asymptotique de l'état stationnaire non trivial du modèle de croissance étudié peut être démontrée à l'aide de la fonction de Lyapunov ou de la théorie de Grobman–Hartman. L'allocation optimale est déterminée par la maximisation conditionnelle de la fonction d'utilité sociale, définie comme la moyenne géométrique pondérée de la consommation et de la production militaire à long terme par travailleur. Cet article établit des formules pour les parts optimales des facteurs de production allouées à chacun des trois secteurs de l'économie, exprimées en fonction des élasticités des fonctions de production sectorielles et de l'élasticité σ de la fonction d'utilité sociale. Il est démontré qu'une augmentation de la part des facteurs engagés Armement, accumulation de capital et croissance économiquedans le secteur de l'investissement entraîne une hausse de la production à long terme dans les trois secteurs, tandis que les transferts de facteurs vers les secteurs de la consommation ou de la défense génèrent des effets d'éviction similaires à ceux observés dans le modèle IS-LM de Hicks. Dans les cas limites, lorsque $\sigma \to 0^+$ (priorité absolue à la sécurité), la production du secteur civil tend vers zéro ; en revanche, lorsque $\sigma \to 1^-$ (priorité absolue au bien-être), le secteur

militaire est complètement anéanti. La contribution des auteurs réside *dans* la généralisation du modèle à deux secteurs d'Uzawa aux cas multiproduits, son intégration à l'approche multicapitale de Nonneman–Vanhoudt et l'inclusion formelle du secteur militaire (rarement analysé dans la théorie dominante de la croissance économique). Le modèle permet une quantification précise du dilemme « beurre ou armes » et fournit des règles d'or pour l'accumulation et l'armement, applicables à des économies aux préférences géopolitiques diverses.

Samia AL KAAKOUR dans l'article *L'intelligence artificielle et secteur des services dans les pays de l'OCDE* constate que l'émergence de l'intelligence artificielle a profondément transformé le marché du travail, en particulier dans le secteur des services, où de nombreuses professions ont été redéfinies ou supprimées. Ce secteur se caractérise désormais par une concentration croissante de métiers nécessitant des compétences en intelligence artificielle. Cet article vise à analyser l'impact de l'intelligence artificielle sur l'emploi dans le secteur des services au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cet article utilise la méthode des moments généralisés (GMM), en utilisant des données secondaires annuelles couvrant la période 2012–2024, dans 36 pays de l'OCDE, à l'aide du logiciel STATA 17.0. Les résultats indiquent un remplacement des emplois dans le secteur des services, où le résultat du modèle GMM montre que l'emploi dans le secteur des services diminue de 4,8% pour chaque point de l'indice d'adoption de l'IA. Par conséquent, il est essentiel de combler l'écart intersectoriel afin d'assurer une transition harmonieuse sur le marché du travail. Ce constat suggère un déplacement des emplois entre les professions et les secteurs. Cette étude propose une mesure inédite de l'IA construite à l'aide d'une analyse en composantes principales (ACP) à partir des brevets déposés par les résidents et les non-résidents dans les pays de l'OCDE. Les résultats révèlent un impact négatif de l'IA sur l'emploi dans le secteur des services, soulignant la nécessité de repenser les politiques du marché du travail et de mettre en œuvre des stratégies ciblées de perfectionnement et de reconversion des compétences afin d'aider les travailleurs du secteur des services à s'adapter aux tendances émergentes de l'emploi.

Kossi AYENAGBO dans l'article *Ouverture commerciale, gouvernance et productivité industrielle dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)* affirme que les stratégies de développement tournées vers l'intérieur peuvent conduire à la marginalisation et à une croissance lente, en particulier pour les petits marchés domestiques africains. Cependant, lorsque des économies faibles tentent de participer à l'économie mondiale, des études menées en Asie du Sud-Est montrent qu'elles se heurtent à des difficultés considérables. Par conséquent, cet article analyse les effets de l'ouverture commerciale, de la gouvernance sur le développement industriel dans

les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine. Toutefois, en raison de la disponibilité des données, l'étude a porté sur sept pays au cours de la période 1996–2018. La méthode de la Moyenne de groupe Agrégée a été appliquée pour obtenir des résultats. Les résultats de l'analyse ont montré qu'à long terme, l'ouverture commerciale n'a pas bénéficié au développement du secteur industriel dans tous les pays étudiés. Cependant, à court terme, les résultats ont révélé les spécificités de chaque pays. Ces résultats à court terme ont montré que l'ouverture commerciale a un effet positif et significatif sur les valeurs ajoutées de l'industrie, observées dans des pays comme le Burkina Faso, le Niger et le Togo. Les résultats montrent que l'efficacité gouvernementale impacte négativement le développement du secteur industriel à long terme pour l'ensemble des pays étudiés. Par ailleurs, l'indicateur captant le degré de liberté de corruption, impacte positivement le développement du secteur industriel que à court ou à long terme. Par conséquent, l'engagement actif avec les forces de la mondialisation nécessite des approches stratégiques dans leur intégration dans les pays en développement.

Arnaud G. M. DEDEHOUANOU dans l'article *Effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire dans l'UEMOA* analyse l'effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire dans les pays de l'UEMOA. L'approche méthodologique adoptée repose sur une analyse d'intégration et de cointégration en données de panel, permettant d'examiner les relations de long terme entre décentralisation financière et déficit budgétaire. Les estimations ont été réalisées à l'aide des méthodes des moindres carrés entièrement modifiés (FMOLS) et des doubles moindres carrés ordinaires (DOLS). Ces techniques sont particulièrement adaptées aux panels cointégrés, car elles corrigent les problèmes d'endogénéité, d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité qui peuvent affecter les estimateurs des moindres carrés classiques. L'étude couvre un échantillon de huit pays de l'UEMOA sur la période 2003–2022, ce qui permet de tenir compte à la fois des spécificités nationales et des tendances régionales dans l'analyse des effets de la décentralisation sur le déficit budgétaire. Les résultats indiquent que la décentralisation financière des recettes augmente le déficit budgétaire dans l'ensemble des pays étudiés, tandis que la décentralisation des dépenses contribue à le réduire. En outre, l'interaction entre la décentralisation financière et certains facteurs institutionnels, tels que la corruption et la stabilité politique, tend à accroître le déficit budgétaire dans la région. Cependant, cet effet est atténué en présence d'élections locales, suggérant que le contexte électoral modère l'effet de la décentralisation sur la discipline budgétaire. Cette étude se distingue par l'analyse du rôle des institutions politiques et de la gouvernance dans l'effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire. Elle comble une lacune dans la littérature empirique sur les pays de l'UEMOA, où les effets

des Collectivités Locales sur la discipline budgétaire ont été peu étudiés. En adoptant l'approche méthodologique de Neyapti (2010), la recherche évalue comment la décentralisation financière peut favoriser une gestion rigoureuse des finances publiques et contribuer à la réduction des déficits, offrant ainsi une contribution originale et empirique à la compréhension de la gouvernance locale et de la stabilité budgétaire.

Moustapha ALADJI dans l'article *Relâcher le trilemme territorial : La responsabilité territoriale des entreprises comme levier de capabilités dans les régions ultrapériphériques* – reconceptualise la responsabilité territoriale des entreprises (RTE) comme un mécanisme de conversion produisant des capabilités territoriales collectives, afin de fournir l'opérateur agentif qui manque aux théories de la résilience régionale et des capabilités collectives, dans le contexte des économies ultrapériphériques. Recherche conceptuelle procédant par combinaison abductive systématique de l'encastrement polanyien, de l'économie de la proximité, de la théorie des communs et de l'approche par les capabilités. Le modèle relie quatre formes situées de RTE à quatre mécanismes transformateurs et cinq capabilités et en dérive cinq propositions falsifiables. Il est complété par un volet empirique exploratoire : une architecture reproductible d'un indice de RTE, une quasi-expérience adossée au cyclone Chido et un suivi de processus portant sur la Martinique, la Guyane et Mayotte. La RTE opère comme un mécanisme de réencastrement convertissant ressources locales, proximités et coopérations en capabilités productive, organisationnelle, institutionnelle, écologique et résiliente ; leur combinaison est super-additive par complémentarité (supermodularité). Une transposition bornée d'un trilemme de ressources situe la RTE comme le levier relâchant la contrainte intégration externe / convergence sociale / autonomie productive. L'article transforme la RTE d'une typologie descriptive en un mécanisme causal micro-fondé, doté d'une micro-fondation émergentiste qui écarte la réification du territoire, d'une grammaire falsifiable et d'une architecture de mesure reproductible pour les six RUP françaises.

Helena GASPARS-WIELOCH et Kacper ZIELAK dans l'article *Comment effectuer l'analyse comparative des unités d'administration locale en termes de la croissance durable – cas de la Pologne* montrent comment peut-on effectuer l'analyse comparative des unités d'administration locale en termes de la croissance durable et comment leur classement peut être crée. Pour illustrer l'approche proposée, le cas des voïvodies de Pologne a été choisi. L'analyse comprend quatre domaines: social, économique, environnemental et institutionnel-politique. Chaque domaine est caracterisé par cinq critères. Le classement est géneré à l'aide de TOPSIS qui constitue une méthode utilisée dans le cadre de l'analyse multicritère. Les résultats de l'analyse sont présentés à base de cartogrammes. L'étude effectuée fournit de nombreuses conclusions intéressantes :

générales concernant la méthode, ainsi que particulières pour la Pologne. Selon l'une d'elles, contrairement à ce qu'on suppose souvent, la partie Ouest de la Pologne n'est pas du tout meilleure que la partie Est de ce pays. En general la croissance durable est examinée dans le cadre de trois aspects: social, économique et environnemental. Cependant l'analyse suivante comprend quatre aspects, car elle prend aussi en compte le domaine institutionnel politique qui apporte un soutien important aux autres domaines.

Jean-Philippe NASHA BOLINGO et Man David KIALA T'SINDA dans l'article *Qualité des dépenses publiques en République Démocratique du Congo : Construction d'un indice composite de résultats, mesure d'efficience par frontières stochastiques et analyse d'équité infranationale (2020–2025)* évaluent la qualité des dépenses publiques en République Démocratique du Congo (RDC) sur 2020–2025, en combinant un indicateur composite de résultats, une mesure d'efficience par frontière stochastique et une analyse d'équité infranationale. Un Budget Quality Index (BQI) a été construit à partir d'indicateurs sectoriels agrégés par Analyse en Composantes Principales. L'efficience technique a été estimée par une frontière stochastique de type GTRE (Generalised True Random Effects) sur un panel de 14 pays d'Afrique subsaharienne. La structure économique des transferts a été examinée pour les 26 provinces. Les données nationales couvrent 2020–2025 ; les données provinciales s'arrêtent au 31 décembre 2024. Le BQI de la RDC passe de 33,0/100 en 2020 à 43,6/100 en 2025, bien en deçà de la moyenne du panel (55/100). L'efficience technique totale s'établit à 0,625 contre 0,743 pour la moyenne du panel. L'inefficience estimée est dominée par sa composante persistante ; la composante variante n'est pas identifiée dans une ré-estimation de contrôle et le classement des pays dépend de la spécification (section 4). À l'échelle provinciale, 8 provinces sur 26 consacrent plus de 80% de leurs transferts à la rémunération. L'article applique conjointement à la RDC un BQI multidimensionnel, une estimation GTRE distinguant inefficience persistante et variante, et une analyse descriptive des transferts provinciaux. Aucune de ces méthodes n'est nouvelle ; leur combinaison reste peu documentée pour le cas congolais.

Mamaye THIONGANE dans l'article *Protégées par le savoir et autonomisées par le travail? Éducation, emploi et exposition à la violence conjugale au Sénégal* examine le rôle potentiel de l'éducation et de l'emploi dans la prévention de la violence conjugale au Sénégal. Au-delà des facteurs socioéconomiques, ce papier analyse le rôle des différences d'éducation et d'emploi dans l'explication de la violence conjugale. À partir des données de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) de 2019, une régression logistique a été utilisée. Les résultats montrent que le niveau d'éducation et la profession des femmes constituent des facteurs de protection contre la violence conjugale. De plus, le risque de subir des

violences psychologiques, physiques ou sexuelles diminue lorsque les femmes ont un niveau d'éducation supérieur à celui de leur mari ou lorsqu'elles sont occupées. Ces résultats soulignent l'importance des politiques visant à renforcer le capital humain par le biais de l'éducation et d'initiatives actives sur le marché du travail afin de réduire la violence conjugale.

Krzysztof Malaga